



Fédération nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation professionnelle FORCE OUVRIÈRE de la Corrèze.

Déclaration FNEC FP FO 19

FORMATION SST de la Corrèze du JEUDI 9 octobre 2025

Cette Formation Spécialisée s'ouvre sous le coup d'une crise politique majeure : L'incertitude plane quant à la nomination d'un gouvernement avant ou après de nouvelles élections législatives.

Certains souhaitent même une destitution pour changer de politique.

Pour la FNEC FP FO, quelle que soit la teneur politique du prochain gouvernement, nous continuerons d'apporter la seule stabilité indispensable :

Nous avons le mandat de défendre les revendications que nous portons dans l'intérêt des adhérents, sympathisants et, nous en avons la conviction, dans l'intérêt de tous les Services Publics plus que jamais mis à mal par une vague libérale qui vise à affaiblir tous les conquits sociaux.

En moins d'un mois, par la grève et les manifestations, les salariés et la population en général ont exprimé leur volonté de rompre avec les politiques d'austérité et de marche à la guerre menées par le président Macron et un énième premier ministre dont ils n'attendaient rien.

Lors des dernières manifestations, nos syndicats étaient aux côtés des centaines de milliers qui exigent le retrait de tout budget d'austérité, l'augmentation des salaires, l'abrogation de la réforme des retraites, la défense de la Sécurité sociale et des services publics. Ces revendications ont côtoyé les slogans contre la marche à la guerre et contre le génocide en Palestine.

Ces manifestations ont été marquées par la présence massive de jeunes (80 000 étudiants et lycéens selon une organisation de jeunesse) dans les cortèges, et par les blocages sur de nombreux campus. Nous continuons à appeler à une grève reconductible plutôt que des journées d'action isolées qui ne sont plus efficaces face à un gouvernement qui s'acharne à la surdité.

La FNEC FP FO s'inquiète de la dégradation généralisée des conditions de travail de tous les collègues du département. Les classes sont surchargées, les évaluations nationales démontrent une baisse significative du niveau et les derniers sondages montrent que nationalement 96 % des enseignants ne se sentent pas reconnus à leur juste valeur.

Depuis notre dernière réunion, de nombreux collègues nous ont sollicités, dès la rentrée. Dénonçant de très nombreuses absences de remplacement chez les enseignants du premier comme du second degré, les administratifs, et également chez les personnels de direction.

Des personnels en affectation temporaire ou ayant muté qui sont cependant encore sous le coup d'une année passée très éprouvante où ils ont eu le sentiment de ne pas avoir été entendus.

Nous sommes également sollicités pour des situations de précarité importante : menace de retenue sur salaire injustifiée, ticket CESU impossible à obtenir, congés sans solde refusés obligeant notamment une collègue contractuelle donnant pourtant entière satisfaction à démissionner.

Nous avons été reçus par les services de la Rectrice pour évoquer des dossiers qui relèvent du Rectorat. Mais certaines situations relèvent de cette Formation Santé et Sécurité au Travail de notre département :

La FNEC FP FO est toujours alertée par des situations d'inclusion trop ingérables, mettant en danger les personnels et les enfants. Nous constatons que dans de nombreux cas, les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins des enseignants, des AESH et des élèves.

Certains enfants nécessitent en effet des soins permanents que les enseignants ne sont pas en mesure de fournir. Rappelons que cette inclusion se fait dans des classes surchargées : les effectifs dans les lycées sont à 35, certaines classes dans des collèges de Brive à plus de 30 élèves et en primaire, dans de nombreuses écoles, les classes sont à double voire à triple niveau dans le département. Nous réaffirmons que nous sommes contre le démantèlement de l'enseignement spécialisé par le biais des suppressions des établissements sociaux et medico sociaux, solutions certes coûteuses mais qui offrent soin et instruction adaptés aux besoins.

Nous nous inquiétons également des conditions de mutations qui se dégradent. Nombre de collègues se retrouvent en complément de service sur plusieurs établissements ce qui nuit à leur santé : accroissant les déplacements, le mal être et la sensation d'être en voie de disparition, augmentant de fait les risques psycho sociaux. Les enseignants de Lettres classiques et de technologie sont particulièrement entravés par des mouvements restreints.

Que dire aux collègues révoltés par les incertitudes concernant l'enseignement de la culture et du théâtre en particulier ?

Ne pas savoir dans quelle condition l'enseignement du théâtre se fera l'année prochaine alors même - rappelons-le - que la seule Spécialité de tout le département est attribuée à l'enseignement privé, est toujours aussi inacceptable.

Nous demandons ici, comme au Rectorat, qu'une Spécialité soit ouverte dans le public au lycée d'Arsonval qui a les moyens d'accueillir cet enseignement.

Quant au Passculture, nous attendons avec inquiétude le budget 2026 puisque celui de la fin 2025 consiste à peine à trois euros par élève, cela ne représente ni une place de cinéma, de théâtre alors ne parlons pas d'un projet conséquent.

Pour les Secrétaires Généraux, comment construire des budgets prévisionnels dans ces conditions ? Comment concrétiser des partenariats culturels quand la DRAC fait ce retour en ce qui concerne les subventions : « Quant à la DRAC, sous réserve du vote de la loi de finance pour 2026 qui pourra la contraindre à revoir à la baisse certaines subventions » ?

Autant d'investissement de la part des personnels les plus dévoués pour se voir annoncer du jour au lendemain que leur projet ne verra pas le jour met en péril tout un pan de leur travail. Ce sont les collègues qui s'investissent sans compter pour leurs élèves en dehors de leurs heures de cour, les projets culturels relevant bien souvent pour eux du bénévolat, qui sont touchés par cette incertitude anxiogène. Cette situation fragilise non seulement les collègues mais aussi l'ensemble des structures culturelles du département.

L'enseignement et la culture sont pourtant les meilleurs moyens de lutter contre toute forme de totalitarisme et contre les idéologies guerrières ambiantes.

Nous souhaitons également à nouveau alerter sur la situation des personnels administratifs.

La circulaire sur le télétravail arrivée tardivement dans les EPLE obligeant notamment des collègues avec des problèmes médicaux et des postes adaptés à faire beaucoup de route et à travailler dans des conditions qui ne sont pas optimales

Nous avons fait suivre des fiches SST de Secrétaires généraux croulant sous la masse de travail et contraints à utiliser des logiciels inadaptés et pour lesquels ils n'ont pas été formés correctement.

Nous vous demandons de leur apporter des réponses à la hauteur de leur mal être persistant.

La suppression annoncée de nombreux postes d'accueil dans les EPLE va avoir de lourdes conséquences sur les secrétariats et les vies scolaires qui sont déjà submergés de travail.

La FNEC souhaite mettre en garde également sur les questions de sécurité pour tous que cette « réorganisation » (nous mettons des guillemets) va impliquer. Nous sommes déjà sous le coup d'intrusions, d'élèves fragiles voire parfois agressifs, comment concevoir que l'on réduise encore ceux qui les accueillent et vérifient dès l'abord des établissements que l'entrée dans l'établissement respectent des normes convenables de sécurité ? Nombre d'altercations ont lieu devant les établissements. Qui assumera les conséquences lorsqu'un problème surviendra ? Qui va ouvrir le portail pour les livraisons des denrées alimentaires, des produits d'entretien ? Qui va contrôler les entrées des taxis ? Qui va vérifier l'identité des intervenants (entreprises, ...), des parents d'élèves ? Nous refusons cette logique comptable qui sacrifie la sécurité, l'accueil et le service public d'éducation. Nous exigeons le maintien de tous les postes d'accueil et l'arrêt immédiat des suppressions de postes.

Le constat de la FNEC est sans appel. L'Ecole publique reste menacée :

Menacée par une absence de reconnaissance de l'implication de ses personnels tout statuts ou situations confondus, tous si mal rémunérés malgré leur investissement

Menacée par des mesures favorisant l'enseignement privé

Menacée par les suppressions d'heures, de postes, et l'absence de remplacement des personnels

Menacée par le sort réservé aux élèves en situation de handicap ou en grande difficulté à qui l'on n'apporte pas une réponse adaptée à leurs besoins spécifiques

Menacée par les réformes successives du lycée général, du lycée professionnel et par le choc des savoirs et ses conséquences délétères sur les emplois du temps, ainsi que les effectifs de classes surchargées

Menacée par l'avalanche de mesures inacceptables qu'elle subit depuis des années, en particulier la réforme des Retraites qui oblige des enseignants fatigués à rester devant les élèves pour bénéficier d'un taux plein.

Pour la FNEC FP-FO, nous subissons durement ces situations, ce sont les principales causes de la dégradation des conditions de travail des personnels. Les abroger, c'est commencer à protéger les agents. C'est ce que nous attendons du futur gouvernement.

Je vous remercie de votre écoute.